

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Non à l'Etat d'urgence, Non à la déchéance de nationalité

Mobilisation nationale le samedi 12 mars 2016

Suite aux attentats qui ont frappé violemment notre société, le gouvernement a décrété l'état d'urgence. Après l'avoir prolongé à 2 reprises, il souhaite, aujourd'hui, entériner une loi, permettant l'inscription dans la constitution, de l'Etat d'urgence et de la déchéance de nationalité pour les « binationaux ».

L'UGFF-CGT, signataire des différents appels et pétition du collectif «*Nous ne céderons pas*», invite les organisations syndicales à participer aux différentes mobilisations prévues le 12 mars, dans les territoires et à Paris à partir de 15h00 à Place du Panthéon.

L'Etat d'urgence, régime d'exception, conduit à des décisions arbitraires et à des dérives autoritaires.

Ces mesures d'exception ont un impact certain sur les libertés individuelles et collectives.

En ce sens, l'Etat d'urgence accentue un peu plus la répression syndicale et porte atteinte, entre autres, aux libertés d'actions et d'expressions syndicales.

La multiplication des interdictions des manifestations de rue, des réquisitions et assignations à résidence de militant-es montre, à quel point, ce régime d'exception sert plus une volonté de maintien de l'ordre qu'une volonté de lutter efficacement contre le terrorisme.

Concernant la déchéance de nationalité, la CGT ne peut accepter cette infamie qui crée une sous-catégorie de citoyen-nes, qui stigmatise les binationaux, qui divise la population.

**A Paris, rassemblement à partir de 15 heures, place du
Panthéon avec prises de parole, spectacles....**

Montreuil, le 10 mars 2016